

# ACTION URGENTE

## CHINE. UNE FAMILLE KAZAKHE RISQUE D'ÊTRE TORTURÉE EN DÉTENTION

On est sans nouvelles de Weilina Muhatai et de deux de ses fils, Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula, depuis le mois d'août 2020. Ce sont des membres de l'ethnie kazakhe qui vivent dans la région chinoise du Xinjiang, et l'on pense que leur détention présumée est liée aux activités militantes de leur mari et père, qui, soupçonné-ils, est mort en détention en décembre 2020. En l'absence de communication ou de contact avec ces personnes depuis plus de six mois, il y a lieu d'être très inquiet pour la santé et le bien-être de Weilina Muhatai, Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Directeur du Bureau de la Sécurité publique de la préfecture autonome kazakhe d'Ili*

*Gao Qi*

*Director of Ili Kazakh Autonomous Prefecture Public Security Bureau*

*398 Nanhuan Lu, Yining Shi 835000*

*Ili Kazakh Autonomous Prefecture*

*Xinjiang Uyghur Autonomous Region*

*Chine*

*Fax : +852 8037588*

*Courriel : [webmaster@xjyl.gov.cn](mailto:webmaster@xjyl.gov.cn)*

*Monsieur le Directeur,*

*Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude pour **Weilina Muhatai (维丽娜·木哈太)** et ses deux fils **Muheyati Haliyoula (穆哈亚提·哈力尤拉)** et **Parisati Haliyoula (帕日萨提·哈力尤拉)**, trois Kazakhs dont on est sans nouvelles depuis août 2020. Des membres de leur famille à l'étranger ont tenté à maintes reprises d'entrer en contact avec eux, mais cela fait plus de six mois qu'ils n'arrivent pas à les joindre.*

*J'ai appris avec préoccupation qu'aucune information officielle sur le lieu où ils se trouvent ou sur leur état de santé n'avait été communiquée. On pense que leur détention présumée est liée aux activités militantes de leur mari et père, qui, soupçonné-ils, serait mort dans un centre de « transformation par l'éducation » en décembre 2020.*

*J'éprouve de vives inquiétudes pour la santé et le bien-être de Weilina Muhatai, Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula. Ceux-ci étant injoignables à ce jour, et étant donné les nombreuses allégations faisant état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements infligés en violation du droit international dans les centres de détention du Xinjiang, je pense que leur sécurité et leur vie sont menacées.*

*En conséquence, je vous prie instamment :*

- de libérer Weilina Muhatai, Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'ils ont commis une infraction reconnue par le droit international et qu'ils ne soient jugés dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;*
- dans l'attente de leur libération, de révéler où se trouvent Weilina Muhatai, Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula, de les autoriser à entrer en contact avec leurs proches, à consulter les avocats de leur choix et à bénéficier rapidement de soins médicaux adaptés si cela est nécessaire ou s'ils le demandent, et de veiller à ce qu'ils ne soient pas soumis à des actes de torture ni à d'autres formes de mauvais traitements.*

AU initiale : AU 4/21, ASA 17/3555/2021, Chine  
2021

21 janvier

*Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération,*

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Weilina Muhatai et feu son mari Haliyoula Tuerxun sont des fonctionnaires à la retraite. Leurs fils Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula sont respectivement homme d'affaire et professeur de musique. Leur fils aîné vit actuellement au Kazakhstan.

Haliyoula Tuerxun, Weilina Muhatai, Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula ont tous été placés dans des centres de « transformation par l'éducation » en mars 2018. Weilina Muhatai, Muheyati Haliyoula et Parisati Haliyoula ont été libérés au début de l'année 2019 et étroitement surveillés par les autorités par la suite.

La famille de Haliyoula Tuerxun a été informée qu'il avait été condamné à 20 ans de réclusion à l'issue d'un procès secret, mais aucune information sur le crime qu'il était censé avoir commis n'a jamais été communiquée. En décembre 2020, sa famille a appris d'une source digne de foi qu'il était mort en détention. Les autorités chinoises n'ont communiqué aucune information au sujet de la mort de Haliyoula Tuerxun à sa famille. Son fils établi au Kazakhstan craint que sa mort n'ait été le résultat d'actes de torture ou d'autres mauvais traitements infligés pendant sa détention, en raison des allégations faisant état de cas de torture et de mauvais traitements dans les centres de détention du Xinjiang. Avant son placement en détention en mars 2018, Haliyoula Tuerxun avait révélé la mort d'une personne appartenant à l'ethnie kazakhe dans un centre de « transformation par l'éducation ».

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitants appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million de personnes) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer ou de refuser d'écouter ou de regarder des émissions de la radio et de la télévision publiques, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a également instauré un « système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour le travail de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime que jusqu'à un million de Ouïghours, de Kazakhs et d'autres membres d'ethnies à majorité musulmane sont détenus dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces lieux jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de dispenser un enseignement technique et professionnel pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'anciens détenus faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement. La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'invitant à autoriser des experts indépendants à se rendre librement dans la région du Xinjiang. Elle a par ailleurs multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

### **LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais**

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

### **MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 21 MARS 2021.**

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

### **PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Weilina Muhatai (elle), Muheyati Haliyoula (il) et Parisati Haliyoula (il)**